SLAM DE FRANCE, NE PAS SE TROMPER DE COMBAT

Au centre des préoccupations en cet été 2016,**l’Islam cristallise les peurs et le mécontentement d’une population en plein désarroi**. Et la plupart de nos hommes politiques rivalisent de formules choc et de propos autoritaires pour… garder la main ! Triste spectacle d’une société matérialiste, totalement démunie devant les questions spirituelles, qui se satisfait d’avoir pour seul horizon la prochaine échéance électorale. Entendez-moi bien, je ne nie pas que l’Islam représente un défi pour nos pays occidentaux. Avec sa prétention à régenter l’ensemble de la société et son idéal du *djihad* bien attesté dans le Coran (lire Philippe Malidor, « [Pour lutter contre le fanatisme : la théologie !](http://www.leforumderegardsprotestants.fr/pour-lutter-contre-le-fanatisme-la-theologie/) »), **l’Islam – et pas seulement l’islamisme – remet en cause la façon dont se gèrent les relations Églises-État**en France et dans la plupart des sociétés démocratiques.

Ce qui est inquiétant, c’est moins le défi - sauf évidemment quand il emprunte les voies du terrorisme –, que la réponse qui lui est apportée. Or, en la matière,**la plus grande confusion règne**. Les uns s’attaquent « bravement » à l’accoutrement de quelques femmes sur les plages, les autres – parfois les mêmes d’ailleurs - en appellent à l’identité chrétienne de la France – mais de quoi parle-t-on exactement ? - tandis que nos gouvernants croient résoudre la difficulté en travaillant à l’émergence d’un Islam « républicain ». Mais n’est-ce pas emprunter les armes de ceux que l’on combat quand, pour défendre sa liberté, on a recours à la contrainte et qu’on veut modifier le droit ? Lors d’une audition devant l’Observatoire de la laïcité (17 mars 2015), j’ai vivement contesté l’idée que l’État interfère dans l’organisation d’une religion en signalant que le terrain était glissant : « Attention à ne pas promouvoir une religion d’État dans le souci d’échapper à l’influence, certes préoccupante, que d’autres États exercent sur une partie des musulmans français. » **Je crains qu’avec la promotion d’un Islam de France on ne soit en train d’instrumentaliser une religion pour servir une cause politique**. Napoléon Bonaparte n’avait pas fait autre chose avec le concordat, pourtant remis en cause par la loi 1905 (lire Jean Baubérot, [« L’État glisse vers l’autoritarisme ! »](http://www.lepoint.fr/societe/laicite-jean-bauberot-l-etat-glisse-vers-l-autoritarisme-24-08-2016-2063520_23.php), Le Point.fr, no. 201608, 24 août 2016).

**Il ne faudrait pas que le populisme et les fausses bonnes idées de la classe politique conduisent nos Églises à se tromper de combat**. Notre ennemi, ce n’est pas l’Islam de France ou d’ailleurs mais le péché qui nous atteint tous sans exception et nous éloigne du Dieu vivant. Notre objectif, ce n’est pas de restaurer l’identité chrétienne de la France mais d’appeler tous ceux que Dieu met sur notre route, musulmans, juifs, bouddhistes, chrétiens nominaux, agnostiques, athées à se tourner vers Jésus-Christ dans la repentance et la foi. Notre prière, ce n’est pas d’espérer l’avènement d’un pouvoir évangélique, ni de demander le triomphe de nos convictions mais de confier à Dieu « tous ceux qui sont au pouvoir, afin que nous puissions mener, à l’abri de toute violence et dans la paix, une vie qui exprime, dans tous ses aspects, notre piété et qui commande le respect. » (1 Tm 2.2). En d’autres termes**, le seul combat qui vaille pour nos Églises et pour nos œuvres, c’est celui du témoignage.**C'est pourquoi, avec [*Libre de le dire*](http://libredeledire.fr/), le CNEF défend la liberté d'expression pour tous.

Étienne LHERMENAULT

Président du CNEF